

# LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.166 - QUARANTIÈME ANNÉE - VENDREDI 19 NOVEMBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

## ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard	3 Mois	6 Mois	12 Mois
et Basses-Alpes	9 fr.	17 fr.	30 fr.
Autres départements et l'Algérie	9 fr.	17 fr.	30 fr.
Étranger (Union postale)	9 fr.	17 fr.	30 fr.

Les Abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois  
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

## ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Rôclames : 1.75 - Faits divers : 3 fr.  
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.  
Les insertions sont exclusivement reçues  
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux  
A Paris : A l'agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

## Les Socialistes et la Guerre

L'ordre du jour de la Fédération du Nord du Parti socialiste, publié hier par le Petit Provençal, exprime avec autant de netteté que de force les sentiments du prolétariat français relativement à la présente guerre. Les socialistes du Nord protestent avec une vigoureuse indignation contre toutes les intrigues et toutes les manœuvres par lesquelles on voudrait paralyser la volonté de résistance des Alliés. Ils considèrent comme criminelles toutes tentatives de propagande pour la paix immédiate, conception trop intéressée au profit de l'envahisseur... déclarent-ils. Et ils ajoutent, en substance, que les syndicalistes et les socialistes de France ont été trop grossièrement trompés par les Social-Démocrates germanistes d'Allemagne pour commettre la faute de se laisser duper à nouveau.

En manière de conclusion, l'Assemblée a déclaré s'associer plus que jamais et irrévocablement à l'action de la Commission administrative permanente du Parti Socialiste de France et de la Confédération Générale du Travail, reconnaissant que la lutte imposée aux Alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique.

Le terme logique, c'est la destruction du militarisme allemand.

La Commission administrative permanente du Parti Socialiste ne l'a pas entendu d'autre façon. A la suite du récent Congrès pacifiste de Zimmerwald (Suisse), cette Commission administrative avait blâmé l'attitude des deux délégués sans mandat qui avaient prétendu représenter la France au Congrès. Et l'ordre du jour voté en réponse à cette lâche manifestation de Zimmerwald formulait cette déclaration très catégorique :

« La Commission administrative permanente rappelle qu'elle s'est refusée à participer à cette réunion comme aux réunions de même ordre organisées depuis le début de la guerre. En conformité avec les décisions du Conseil national des 14 et 15 juillet, elle affirme de nouveau qu'une paix durable ne peut être obtenue que par la victoire des Alliés et la ruine de l'impérialisme militariste allemand, que toute autre paix, toute paix prématurée ne serait qu'une trêve ou une capitulation. Le Conseil national a dit et la Commission administrative permanente répète avec

lui « que la lutte imposée aux Alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entente d'égale liberté brisée par la résistance des peuples libres. » La Commission administrative permanente invite donc toutes les fédérations et leurs sections à éviter même l'apparence d'une participation quelconque à une propagande contraire aux intérêts de la Défense nationale et à l'organisation nationale et internationale du socialisme qu'on prétend consolider. »

Ce texte aussi clair que possible définissait parfaitement le point de vue des socialistes français dans l'affaire de la guerre qui nous a été imposée par l'Allemagne et où la Social-Démokratie a, comme tous les autres partis de l'Empire, sa très lourde part de responsabilités.

Les socialistes allemands, qui ne sont plus que les laquais en livrée rouge du kaiser, seraient bien aises de nous prendre dans leurs filets. Ils ne demanderaient pas mieux que de continuer à jouer le jeu hypocrite qu'ils jouaient avant la guerre. Ils voudraient bien répéter comme alors : « Nous sommes tous camarades ! » Mais cette ruse-là ne prend plus. Les socialistes français ont appris à connaître ce que valent les bons camarades d'outre-Rhin. Ils ne consentent pas à être des dupes complaisantes.

Il n'y a plus parmi eux qu'une pensée, qu'une volonté : celle de lutter jusqu'à ce que soit détruit ce barbare et ignoble militarisme allemand qui apparaît comme le plus redoutable obstacle à l'émancipation universelle. Et les socialistes de tous les pays alliés sont animés du même sentiment.

La démocratie socialiste des nations alliées sent bien qu'elle trahirait à la fois son idéal patriotique et son idéal social en abaissant ses armes contre la coalition des empires du centre. La victoire de l'Allemagne et des puissances complices qui luttent à ses côtés mettrait fin à toute indépendance nationale en même temps qu'elle briserait tout espoir de rénovation du vieux monde. Le jour où le sabre allemand régnerait en maître sur l'Europe, le socialisme international verrait s'effondrer tous ses beaux rêves, toutes ses généreuses illusions...

Et c'est pour cela que, repoussant avec horreur la paix du kaiser, les socialistes de France, comme ceux des pays alliés, sont résolus à collaborer de tout leur effort à réaliser cette paix de la victoire par laquelle l'Europe sera définitivement libérée.

CAMILLE FERDY.

## 474<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

### Communiqué officiel

Paris, 18 Novembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :  
En Artois, canonnade violente dans les bois de Givenchy.

Nous avons exécuté une concentration de tir de nos engins de tranchée sur les organisations allemandes des carrières d'Herbecourt, dans la vallée de la Somme, et bombardé très vigoureusement les tranchées d'Autrèches, sur la rive nord de l'Aisne.

Nuit sans incident sur le reste du front.



La lessive des poilus au boqueteau de la route de P...

ter la Commission instituée par le Conseil général. D'autres achats suivront les premiers, dans le vieux comté du Charollais. Pendant ce temps, Marseille continuera d'être alimentée comme elle l'est maintenant. Ses habitants payeront très cher une viande de qualité médiocre.

Cet exemple démontre que la boucherie municipale d'Aix rend de réels services. Il est ainsi dans les autres communes importantes où la taxe est appliquée sérieusement.

En ce qui concerne plus spécialement les approvisionnements en bestiaux, est-ce que la municipalité marseillaise ne serait pas suffisamment armée par la loi de 1884 ? Est-ce que les commissaires seraient les maîtres abattoirs ? Ne peut-on les contraindre à fournir une plus grande quantité de bétail ? Il serait singulier de voir des intermédiaires devenir plus puissants qu'une municipalité. C'est ce qui existe, malheureusement.

Tous sommes en guerre ! Nous le répétons à tous les instants. Il ne faut donc pas craindre de prendre toutes les mesures capables d'améliorer le sort des classes déshéritées, par un abaissement rationnel des prix d'achat, en détail, sur tous les aliments de première nécessité. Les approvisionnements, constamment assurés, font partie de ces mesures de sage prévoyance.

Qu'en venne pas dire que c'est impossible. Si l'on a une grande ville où cette tâche devient de plus en plus difficile, c'est assurément Marseille, recevant dans ses ports des navires appartenant à toutes les nationalités, en dehors de ceux habitant pavillon des états centraux, ainsi que de leurs alliés. Seulement, il faut vouloir !

Il serait par trop commode de se désintéresser de tout, sous le fallacieux prétexte de laisser chacun agir à sa guise, au nom de la liberté ! Il faut vivre d'abord ! Ce qui devient de plus en plus difficile, par l'augmentation des prix de la viande, des légumes ainsi que du combustible. Puisque de nombreuses municipalités, malgré les difficultés présentes, ont pu remédier, en partie du moins, aux effets suscités par une situation anormale, pourquoi n'en serait-il pas de même à Marseille, non parorgisme, mais en vertu de ses devoirs. Les droits de police, conférés aux maires, par le législateur, sont assez efficaces pour annihiler les plus mauvais volontés.

Il convient d'en finir avec les agissements d'intermédiaires qui jouissent d'une licence incroyable. Sous la Révolution, on y mettait moins de formes. Sans en arriver à l'emploi de moyens révolutionnaires, il est plausible, il est urgent surtout, d'interdire la conduite des municipalités qui n'ont cessé, ne cessent encore de sauvegarder les intérêts de leurs administrés. Celles-là remplissent noblement leurs devoirs. Les uns ont établi la taxe, les autres ont fondé des boucheries municipales. Des diminutions sensibles, équivalent, comme à Aix, à 33 %, soit un tiers sur les prix d'achat, ont été réalisées. Est-ce que de pareils résultats seraient regardés comme quantité négligeable ?

Par la mise en pratique de pareilles mesures, par un approvisionnement régulier de bétail, en nombre indispensable, Marseille jouirait des avantages obtenus ailleurs. Voilà dans quelle voie la municipalité devrait entrer hardiment. Tout retard ne pourra qu'aggraver une situation qui deviendra sûrement intenable cet hiver.

C'est avec un vif regret que nous faisons cette constatation.

PIERRE ROUX.

Lire à la 4<sup>e</sup> page  
LE DERNIER DES TROUBADOURS

## LA GUERRE

### Les Serbes continuent leur retraite

### Prilep est aux mains des ennemis Monastir est investi

Paris, 18 Novembre.  
Le Conseil des ministres, réuni ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

## LA SITUATION

De notre correspondant particulier -

Paris, 18 Novembre.

Tandis qu'ils claironnent dans tout l'univers leurs victoires, plus apparentes que réelles, et certainement sans lendemain, nos ennemis s'efforcent d'imposer le point d'arrêt sur le retour de fortune implacable. Ils emploient à cette besogne de propagande tous les internationalistes, rouges ou noirs. Les socialistes français ont donné une preuve de plus de leur clairvoyant patriotisme, en blâmant les deux personnalités sans mandat qui avaient paru à une conférence pacifiste. Pour eux, comme pour tous les Français, il n'y a pas de paix possible tant que le militarisme allemand ne sera pas abattu.

L'ennemi, tenace, ne se décourage pas pour cela, et, pour arriver à ses fins, il emploie les moyens les plus atroces, comme le régime de terreur et de sang qu'il fait peser sur la malheureuse Belgique, comme le massacre de femmes et d'enfants en Serbie, le torpillage de bateaux d'émigrants, etc.

Cette méthode de barbarie ne lui réussit pas, puisqu'il lui d'abattre notre volonté, elle ne fait que le confirmer, en l'envasage d'autres moyens encore plus sauvages. Il s'agit tout simplement de faire mourir de faim toute la population des pays envahis en France, en Belgique, en Russie, de manière à nous amener à criser grâce.

De pareilles idées paraissent une gageure, tellement elles sont monstrueuses et en dehors de l'humanité. Nous ne les entendons pas, cependant, elles viennent d'être formulées par un membre du Parlement autrichien, Rudolph Keller, qui appartient au parti nationaliste allemand. Voici sa conclusion, qui mérite d'être connue des neutres et de l'avenir entier, comme une manifestation nouvelle de la haine.

Cette mesure de rigueur obligerait l'Angleterre et la France, après un certain temps, à entrer en négociations avec nous, bien que de mauvais gré, parce qu'elles comprendraient qu'elles ne peuvent pas laisser mourir de faim plusieurs millions de Belges et de Français. C'est donc, par le fait que le sort de tout de Français Belges est assuré, nous-mêmes, que nous disposons, sans aucune doute, du moyen de terminer la guerre. Adoptons donc cette mesure énergique et ne perdons pas plus de temps à faire la guerre.

Essassinat de Miss Cavell, la destruction de Louvain, d'Ypres, de Reims, les torpillages, les bombes sur les populations civiles, ne sont que des hygies en comparaison de l'assassinat en masse par la faim que nos ennemis méditent.

Quelle tristesse et quelle honte de penser qu'il y a encore des peuples civilisés qui demeurent sympathiques à de pareils barbares ! Cette allusion ne vise pas les neutres des Balkans, desquels il y aurait autre chose à dire.

On voit bien, maintenant, mais trop tard, que le sentiment du peuple grec ne compte pas pour son souverain, dont la volonté personnelle est l'unique loi du royaume, et il n'est plus permis d'avoir de doutes sur les sentiments de Constantin.

Nous n'avons aucune indication au sujet des délibérations du grand Conseil de guerre franco-anglais, mais on peut faire confiance aux hommes qui représentent la volonté et les intérêts de deux grandes nations. Il vaut infiniment mieux, du reste, que le secret de leurs décisions soit gardé. Nous sommes à un tournant difficile, mais il convient de conserver tout son sang-froid.

Quoi qu'il arrive en Orient, les empires du Centre n'en seront pas moins écrasés dans la lutte que l'Entente est résolue unanimement à poursuivre jusqu'au bout.

Aucun fait saillant sur les théâtres de la guerre en Orient et en Occident.

En Serbie, la situation s'aggrave. Le général Sarraï, qui est un chef énergique et prudent, n'a pas pu secourir à temps les Serbes, soit qu'il n'ait pas disposé de troupes suffisantes pour défendre son front rapidement, soit que l'attitude équivoque de la Grèce l'ait paralysé.

Les ennemis ont profité de cette circonstance. Il y a deux semaines, nous aurions pu prendre de flanc les Bulgares et dégager les Serbes. Aujourd'hui, c'est nous qui sommes menacés d'encerclement.

L'histoire établit toutes les responsabilités des retards ou de non intervention en Orient. Pour le moment, soyons convaincus que l'on travaille fébrilement, à Paris, à sauvegarder le présent et l'avenir.

MARIUS RICHARD.

## Les Ministres anglais à Paris

Les journaux d'Outre-Manche se félicitent de la création d'un Conseil de Guerre commun

Londres, 18 Novembre.  
Le Daily Telegraph exprime sa satisfaction de la création d'un Conseil de Guerre commun.

« C'est, dit-il, un fait international sans précédent dans l'histoire de la France comme dans celle de la Grande-Bretagne. Il est aussi significatif qu'inédit. »

Le Daily Graphic dit :

« La réunion des ministres britanniques et français a pour but définitif de régler les plans de guerre. C'est un des incidents les plus satisfaisants de ces derniers temps. Les événements de la guerre obligent les puissances de la Quadruple-Entente à réfléchir sur la pensée qu'elles doivent travailler dans un but, mais encore qu'elles doivent

agir comme une seule puissance pour atteindre ce but.

Le départ des ministres  
Paris, 18 Novembre.  
Les ministres anglais sont partis ce matin.

## LA GUERRE EN ORIENT

### L'Attaque contre la Serbie

Les Serbes ont abandonné le col de Babouna

Athènes, 18 Novembre.  
On mande de Salonique à l'Embros que les Serbes ont abandonné le col de Babouna et se retirent sur Prilep. Le nombre des Serbes qui défendaient le col de Babouna s'élevait à 5.000 contre 20.000 Bulgares.

Une autre dépêche de Salonique, adressée au Patrie, dit que la réoccupation de Tétovo par les Bulgares est confirmée. Cet événement a une grande importance, dit ce journal, parce qu'il pourrait rompre la continuité du front serbe.

La retraite de l'armée serbe sur la côte albanaise

Londres, 18 Novembre.  
Le correspondant du Daily Mail à Rome écrit à ce journal :

M. Francesco Sclita, le correspondant spécial du Giornale d'Italia télégraphie de Durazzo que deux généraux serbes, avec 7 officiers d'état-major, sont arrivés dans cette ville pour étudier la possibilité d'une retraite du reste de l'armée serbe vers la côte albanaise.

Des officiers d'artillerie ont examiné les points stratégiques de Durazzo.

Le correspondant italien ajoute : « Durazzo ne pourrait résister. Un seul escadron subsiste de sauver le reste de l'armée serbe, c'est le détachement des troupes de l'Entente à Durazzo. Tout le monde discute cette éventualité, mais il est nécessaire que ce détachement ait lieu, car l'avance bulgare a causé une énorme canaie dans l'intérieur de l'Albanie. Les Grecs ont complètement fermé la frontière albanaise méridionale, et massent des troupes le long de la route qui mène à la possibilité d'une retraite menaçant évidemment la position italienne de Valona. Il règne un mécontentement considérable parmi les nationalistes éprouvés, qui sont fortement du côté des Alliés et contre les Grecs. »

Succès français et anglais sur les Bulgares

Athènes, 18 Novembre.  
On manque toujours de nouvelles officielles de la guerre.

Selon des dépêches publiées par les journaux, les Français auraient remporté un succès important sur les Bulgares, sur le front Tihrovko-Sichevo-Krushevitza. Le combat a duré deux jours. Les forces bulgares, numériquement supérieures, comprennent trois divisions, elles ont subi des pertes immenses.

Les Bulgares sont actuellement sur la rive droite du Vardar.

De leur côté, les Anglais ont remporté un succès sur le front Valonovo-Babouna.

Enfin, les Français ont occupé Kasturino, que les Bulgares ont évacué.

La marche des ennemis sur Prilep et Monastir

Rome, 18 Novembre.  
Le correspondant spécial du Giornale d'Italia télégraphie, hier soir, dit que des détachements bulgares venant d'Uskub se dirigent vers le Sud par un sentier de mulets, à l'ouest du Vardar, sur la route qui mène à Prilep, qu'ils espèrent atteindre par cette voie.

Des troupes allemandes appartenant aux forces du général von der Goltz, arrivent à marches forcées pour aider les Bulgares dans l'attaque de Prilep et de Monastir.

La situation des Serbes s'aggrave

Athènes, 18 Novembre.  
La situation des Serbes s'aggrave.

On s'attend à la chute de Prilep. Les Serbes commencent à battre en retraite vers Ochrida.

Le danger d'encerclement par les Bulgares, venant de l'Ouest vers Prilep, a fait échouer le plan de défense de la passe de Babouna, établi par les Serbes.

On s'attend à une lutte désespérée autour de Prilep, et au sud de cette ville.

Les Bulgares avancent vers Kruchovo, afin de couper la retraite aux Serbes vers l'Albanie.

Les Serbes combattent désespérément sur le front Nord, où ils disputent le terrain pied à pied.

Quelques officiers, ces nouvelles sont considérées comme exactes par la Légation de Serbie à Athènes.

Genève, 18 Novembre.  
Les dernières dépêches de Berlin, Vienne et Sofia, parvenues ici, signalent une avance sérieuse des armées coalisées contre la malheureuse Serbie.

Les troupes austro-hongroises qui opèrent au nord-ouest du front ont atteint la frontière du Sandjak, marchant dans la direction de Sienitza, au sud de Javor. En même temps, les troupes allemandes de l'armée de von Kowess seraient devant Rajev sur l'Ibar, à la frontière du Sandjak, au nord de Novi-Bazar.

De leur côté, les Bulgares ayant forcé, à la suite de combats acharnés qui ont duré une semaine, la passe de Katchanik, auraient occupé Gilan (60 kilomètres au nord d'Uskub et 45 kilomètres à l'ouest de Vrania, et 200 kilomètres de Prizhina.

Les Crédits additionnels et les Economies nécessaires

Paris, 18 Novembre. M. Deschanel, président, déclare la séance ouverte à 3 heures 25.

M. Follin dépose une demande d'interpellation sur les marchés de la guerre (fabrication de grenades).

La discussion est renvoyée au 23 novembre, date fixée pour la discussion de l'interpellation déposée il y a 4 jours par M. Simeyan, sur les marchés de la guerre ; on y joint la demande d'interpellation déposée par M. Lafont sur les mesures que compte prendre le ministre de la Guerre en ce qui concerne les militaires qui ont été mis en cause lors du procès de la Morue française. Les trois interpellations sont jointes.

LA QUESTION DE LA CHASSE M. Constant (Gironde) pose à M. le ministre de l'Agriculture une question sur l'opportunité qu'il y aurait en ce moment à ne pas autoriser la chasse à l'aide d'armes à feu et à l'autoriser que l'emploi des gus et des piéces.

M. Méline, ministre de l'Agriculture, dit qu'il n'a jamais été question de rouvrir la chasse en temps de guerre, les ports d'armes ont été interdits ; néanmoins, il faut donner satisfaction aux réclamations qui lui ont été faites par les agriculteurs qui voyaient leurs récoltes détruites par les animaux malfaisants. On a ordonné des battues contre le lapin, le chevreuil, mais on trouve que ces mesures n'étaient pas suffisantes, et le lièvre et les faisans furent déclarés nuisibles.

De toutes parts s'élevèrent les plaintes ; les préfets eux-mêmes les transmettent au ministre compétent, qui dut autoriser la chasse des lièvres et des faisans à condition que le produit des battues organisées ne serait pas exporté mais envoyé dans les hôpitaux et ambulances. Le résultat ne fut pas satisfaisant. Pour le seul arrondissement de Rambouillet on signala 50.000 faisans au moins à détruire.

On songea alors à approvisionner Paris avec du gibier dont l'abandon était ainsi signalé. On espérait que les arrangements que l'on ferait avec les départements pour obtenir la mise en vente en province du gibier abattu dans les départements.

M. Méline donne satisfaction aux réclamations qui ont été faites par les agriculteurs, mais déclare qu'il a autorisé la destruction des animaux nuisibles par les battues, mais que la battue aurait seuls le droit d'envoyer le gibier à la ville.

LES CREDITS ADDITIONNELS M. Emmanuel Brousse a ensuite la parole pour apporter quelques observations sur le projet de la discussion du projet de loi concernant l'ouverture sur l'exercice 1915 au titre du budget général, de crédits additionnels au titre de crédits supplémentaires.

Le député des Pyrénées-Orientales s'étonne qu'on demande aujourd'hui à la Chambre de réduire les crédits supplémentaires s'il est prouvé que les crédits supplémentaires ne proviennent que de l'abus des travaux ou de missions inutiles, d'indemnités accordées à des fonctionnaires, etc.

M. Brousse, qui prononce un véritable réquisitoire contre les ministères, dit M. le ministre des Finances, que le Cour des Comptes a relevés dans les budgets des différents ministères : voyages inutiles, déplacements de fonctionnaires, etc.

Pour l'Afrique occidentale, les dépenses de crédits sont énormes. M. Brousse dit qu'il n'aurait que des faits qu'il peut prouver par les chiffres publiés par la Cour des Comptes.

L'orateur met en cause le gouvernement général de l'Indo-Chine, qui ne peut, dit-il, fournir de renseignements exacts sur les dépenses illégalement, les archives de ce gouvernement n'étant pas à jour.

M. Aubriot dit qu'en présence du réquisitoire de M. Brousse, celui-ci ne peut tester contre les faits qu'il signale, pour une demande de réduction des crédits affectés aux différents ministères, à titre d'indemnités.

M. Cécaldi demande que des sanctions soient prises. Signalant qu'il y a à faire, au ministère de la Guerre, des économies, M. Brousse dit que l'on pourrait réduire le nombre d'officiers des gares et des G. V. C. Pourquoi garde-t-on aussi tant d'officiers dans l'administration ? Les officiers blessés remplacent-ils bien les places de ces officiers. On pourrait réduire le nombre des automobiles employées pour les fonctionnaires du ministère de la Guerre. Dans certains cas, on a doublé le nombre de ces automobiles, mais pas de soldats. Pourquoi cette dépense inutile ?

Sur un rapport de M. Brousse, un colonel et un lieutenant ont été remplacés par un brigadier et un capitaine qui fait très bien l'affaire. Pourquoi ne fait-on pas partout de même ? On réaliserait des économies.

M. Brousse réclame aussi des modifications dans l'administration consulaire, pour la Marine. Il en est de même partout ; il y a des abus qui existent depuis des années ; ils sont signalés par la Commission des Economies (on n'a) pour prouver son existence.

M. Brousse dit que, suivant jusqu'au front une caisse de cartouches sortie de l'arsenal, il constata que la caisse de bois était doublée d'une autre en zinc. Ayant demandé à M. Thomas pourquoi on abusait de ce supplément d'enveloppe, M. le sous-secrétaire d'Etat répondit que cela se faisait depuis soixante ans, mais que cela ne se reproduirait plus.

La Commission des Economies est heureuse de pouvoir faire ainsi une économie de 30.000 francs par jour, soit 7.300.000 francs par an.

Un service aéronautique, il y a de pareilles dépenses exagérées. Un appareil qui coûte 12.000 francs est vendu 5 à 6.000 francs. Des accessoires détachés coûtant 9 fr. 50 pièce sont cotés à 33 francs. Comme les constructeurs vendent au nombre de 100, on se rend compte des bénéfices réalisés par eux mensuellement. Les moteurs ont vu leur prix s'élever dans des proportions exorbitantes et sont devenus incalculables. Il faut en faire la part des producteurs de la guerre. (Applaudissements à gauche).

M. Brousse demande que les sociétés de crédit publient, pendant la guerre, des journaux. Ceux qui acceptent sont de mauvais Français, et on doit les punir. M. Brousse conclut en demandant la punition de tous ceux qui abusent pour dilapider la fortune de la France. (Applaudissements sur tous les bancs).

M. Ernest Lafont déclare que les faiblesses signalées sont celles d'hier, celles d'aujourd'hui et celles de demain. Ce n'est pas à voter pour ou contre le Gouvernement, pour ou contre la Commission des Economies, qu'il faut se prononcer, mais prendre des sanctions contre ceux qui ont été sanctionnés depuis des années et des années. Faisons des exemples.

M. Ribot, ministre des Finances, dit que les observations de M. Brousse seront examinées. La Chambre n'a pas eu assez de son droit d'examen dans le passé. La loi n'est pas suffisante en fait de sanctions. Il faut qu'il y ait des sanctions, et moins de paroles. Que la Chambre dépose une proposition de demandes de sanctions, le Gouvernement est tout disposé à la suivre sur ce terrain. Si on rendait la Cour des Comptes souveraine, comme on le propose, il y aurait un danger pour l'autorité même de la Chambre, qui est, en l'espèce, le dernier juge.

M. Raoul Perret, rapporteur général, dit que M. Joberl signale bien des abus, mais que le projet de loi n'est qu'une économie d'un million sur la distribution des vivres remboursables au Maroc. Il y en a d'autres encore qui sont signalés par personne. La Commission du budget cherche à faire des économies, et elle en réalise. Toute dépense non justifiée doit être supprimée. Pendant la

ouvriers qualifiés dont le départ a été ordonné. M. Albert Thomas a rappelé que dans le système actuel le commandement militaire a le droit de conserver aux armées des hommes dont la présence lui paraissait indispensable. Il a promis, toutefois, d'appeler à nouveau, d'une façon tout spéciale, l'attention du généralissime sur cette situation. Il a fait connaître plusieurs punitions, à titre d'exemple, infligées, sur sa demande, à des chefs militaires pour avoir contrariés aux prescriptions ministérielles, et avoir tardé à exécuter les ordres en matière de renvois d'ouvriers.

M. Albert Thomas a signalé à la délégation que des poursuites étaient déjà engagées contre les industriels qui s'étaient rendus coupables de fausses déclarations pour le retour de leurs usines ouvrières non qualifiées. La délégation s'est retirée avec l'impression nette que le sous-secrétaire d'Etat apporte à l'application de la loi Dalbiez, toute la meilleure volonté, mais qu'il rencontre de grandes difficultés, qu'avec son énergie il saura surmonter.

Les Sous-Marins allemands en Méditerranée Le Ravitaillement des Pirates Ils auraient une base à Corfou Paris, 18 Novembre.

Le Figaro dit pouvoir affirmer, malgré les dénégations du gouvernement grec, que les sous-marins allemands se ravitaillent dans les ports grecs, notamment de Corfou et de Patras. On a vu dans l'après-midi, au port de Corfou, un sous-marin allemand, acquis par le kaiser et machiné spécialement à cet effet, avec des réservoirs de pétrole qui descendent sous la mer.

L'Espagne va redoubler sa surveillance Madrid, 18 Novembre. L'Imparcial dit que l'Amirauté anglaise a la conviction que les sous-marins allemands ont été aperçus dans les eaux espagnoles, ce qui leur a permis de continuer leur route ; mais on a pris les mesures nécessaires.

L'Espagne a redoublé la surveillance des côtes méditerranéennes, sur l'impulsion de l'Angleterre. Sur les côtes d'Espagne, aussi bien du côté de l'Océan que de celui de la Méditerranée, on fait la surveillance pour empêcher toute tentative de ravitaillement.

Le détroit est surveillé aujourd'hui plus que jamais par les réflecteurs de la place et par de nombreux navires de guerre.

Le torpillage de l'« Ancona » L'attitude des Etats-Unis New-York, 18 Novembre.

S'il est prouvé qu'un sous-marin allemand s'est servi du pavillon autrichien pour masquer son acte infâme de la destruction de l'« Ancona », il n'y a pas à crier qu'il y aura une nouvelle et grave crise dans les rapports germano-américains.

En attendant, les principaux journaux américains insistent sur ce dernier outrage allemand ne passera pas inaperçu.

La Tribune de New-York consacre la moitié de son éditorial à une violente attaque de la politique du président Wilson au sujet des sous-marins.

La conduite du président, dit ce journal, a été d'une lâcheté inouïe. Il a fait des déclarations qui ont été les plus humiliantes de l'histoire de l'Amérique.

Publi Ledger, de Philadelphie, dit : Combien de temps encore notre gouvernement se paiera-t-il de mois, alors que les Américains sont massacrés ?

Ces attaques d'autant plus semblables représentent le sentiment public aux Etats-Unis.

Un sous-marin autrichien coulé par des torpilleurs italiens Londres, 18 Novembre.

Suivant une dépêche de Rome aux journaux anglais, retardée dans la transmission, une violente canonade a été entendue samedi dernier au large de la côte de Sardaigne.

On rapporte qu'une flottille de torpilleurs italiens aurait donné la chasse à un sous-marin autrichien, et que celui-ci aurait été coulé.

Le vapeur italien « Ticcino » coulé par un sous-marin Les naufrages arrivent à Marseille Hier soir, par le Marchat-Bugeaud, de la Compagnie Transatlantique, venant de Philippeville, sont arrivés le commandant et M. Brousse, commandant l'équipage du vapeur italien Ticcino.

Le Ticcino fut rencontré par un sous-marin allemand qui le coula, sans préavis. L'équipage avait eu le temps de mettre les embarcations à la mer, d'y prendre place et de s'éloigner des lieux où le Ticcino avait disparu. Non sans effort, les 27 hommes purent atteindre l'Algérie où ils ont pris passage sur le Marchat-Bugeaud qui les a conduits à Marseille.

Des leur arrivée, les naufrages se sont rendus au Consulat général d'Italie par les soins duquel ils vont être rapatriés.

A travers les Journaux L'Honnie Enchaîné. Le kaïser à Constantinople. De M. Georges Clemenceau.

Aujourd'hui le jour qui est temps de se rendre à l'évidence des faits, d'autant qu'il n'y a point de sophismes pour leur plus longtemps les cacher. Il n'y a point, à nos yeux, de plus mauvais politicien que de vouloir dissimuler, par des interprétations adoucies, une réalité qui, de son côté, agit toujours par elle-même, ainsi que l'on conduit les cours faibles aux réactions d'indignation, et que l'on jette son optimisme absurde dans un pessimisme non moins dangereux.

Sans exagérer ni réduire la valeur d'un échec on voudrait que l'on ne se contentât pas de constater que le massacre d'un triomphe boche à Constantinople, dont nous pourrions nous ressentir par un contre-coup dans notre empire colonial, si nous ne nous occupions de ce présent d'y penser, serait, en fin de compte, d'un notable avantage pour nous si nous prévisions de la leçon pour procéder une organisation plus efficace de notre action militaire.

C'est à quel est le salut, non ailleurs. C'est à quel est le salut, non ailleurs. C'est à quel est le salut, non ailleurs. C'est à quel est le salut, non ailleurs.

Un vapeur anglais échoué Las Palmas, 18 Novembre.

Hier matin, au sud de la Grande-Canarie, le vapeur anglais Brasquish, venant de Buenos-Ayres, s'est échoué.

Le vapeur a un chargement de chevreux et de divers produits alimentaires. L'équipage est sain et sauf, mais le sauvetage du chargement sera difficile.

A 3 heures 30 de l'après-midi, les deux navires de guerre se rapprochèrent au point que la conversation put s'engager par le moyen du mégaphone. Le commandant Fritzsche déclara au W-192 qu'il se trouvait dans les eaux suédoises et que le Pollux s'opposait par tous les moyens à la saisie du Thelma. Le Pollux répondit qu'il avait le W-192 sous le canon et le W-192 avait ses canons braqués contre le Pollux, mais il s'éloigna à 3 heures 30 sans s'excuser.

L'Action russe Communiqué officiel russe

Pétrograde, 18 Novembre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant :

Sur le front de la région de Biala, on ne signale aucun feu d'artillerie réciproque. Sur le front de la région de Tschortorysk, l'ennemi a tenté de franchir le front de la région de Tschortorysk, mais il a été repoussé.

En val de Dvinsk, des détachements ennemis ont tenté en plusieurs endroits de traverser la Dvina en canots, mais ils ont été repoussés.

Un Etat de Dvinsk, dans la région du lac de Sventen, les Allemands ont été forcés d'abandonner une partie de leurs tranchées et de se replier.

Dans les retranchements abandonnés, nous avons trouvé des fusils, des munitions et de nombreux cartouches.

Sur le front de la région de Dvinsk, dans la nuit du 15 au 16, a lancé des bombes dont une partie sont tombées dans les retranchements allemands et occasionnant des pertes graves parmi les Allemands et y provoquant une panique.

Sur le front entre la région de Dvinsk et la rivière Pripet, le calme règne. Sur la rive gauche de la rivière, dans la région de la gare du chemin de fer de Tschortorysk, les combats continuent.

Près de Tschortorysk, l'ennemi se livre à des attaques obstinées. Notre artillerie a dispersé à maintes reprises l'ennemi approchant de la rivière.

Sur le front méridional et en Galicie, feu d'artillerie et d'infanterie.

Guillaume II dans les marais du Pripet Paris, 18 Novembre.

L'agence Wolff annonce que l'empereur Guillaume II a séjourné, les premiers jours de la semaine passée, parmi ses troupes occupant les marais du Pripet. Il arriva par un train spécial au camp de Pripet, toujours en ruines. Il se rendit à la citadelle, où en 1886, il assista aux grandes manœuvres russes comme hôte de l'Etat.

Guillaume II fut à voir la ville incendiée aux quatre cinquièmes. Le lendemain, l'empereur se rendit à Pinsk où plusieurs brigades de l'armée du Bug étaient massées pour la Noël. Après un court arrêt à la cathédrale de Pinsk, le monarque alla inspecter les premiers lignes à l'est de Pinsk, au milieu des marais. Il put voir les lignes russes sur la rive occidentale du Shtetna et de l'Isolda.

Une interview de M. Millerand « Les Alliés vaincront ! » dit l'ancien ministre de la Guerre.

Londres, 18 Novembre. Le correspondant du Daily Express a interviewé M. Millerand, ancien ministre de la guerre, qui lui déclara :

Comment la France ne vaincrait-elle pas, avec elle l'Angleterre anglaise devenue si puissante aujourd'hui, et la merveilleuse flotte anglaise ? Jamais les Alliés n'ont été si unis ; jamais le résultat n'a été aussi certain.

Nous sommes organisés ; nous combattons aujourd'hui en opposant un soldat contre chaque soldat ennemi ; un obus contre chaque obus ennemi. Bientôt nous aurons trois hommes pour un, dix obus pour un.

Leur crédit et le nôtre Les Etats-Unis nous ont prêtés à 5 1/2 0/0 Ils ne prêtent qu'à 14 0/0 à l'Allemagne.

Londres, 18 Novembre. Le correspondant du Morning Post à Washington télégraphie :

« Une importante maison financière de New-York offre des bons de guerre allemands de 5 %, au prix de 40 livres 15 shilling. Ces bons ont une valeur nominale de 50 livres. Ils indiquent qu'aux taux actuels du change, l'Allemagne a emprunté 14 % ». Ainsi donc, les Allemands doivent payer environ 14 % pour l'argent qu'ils se procurent aux Etats-Unis, alors que le crédit accordé à l'Angleterre et à la France l'a été sur la base de 5 1/2 % environ.

La Loi Dalbiez Une délégation du groupe socialiste chez M. Albert Thomas.

Paris, 18 Novembre. Une délégation composée de MM. Barabant, Cabrol, Cachin, Lauche, Mauger, Mistran, Rogner, Sirey, etc., a été reçue par M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux Munitions, qui venait d'entretenir de l'application de la loi Dalbiez. Il est résulté de l'entretien que M. Albert Thomas ferait tout ce qui dépend de lui pour que les intentions du Parlement soient respectées.

En ce qui concerne les ouvriers qualifiés, il a été déclaré par le sous-secrétaire d'Etat que les décrets nominatifs faites par les patrons doivent être appliqués de la loi Dalbiez. En attendant qu'elles soient entièrement supprimées, il n'y est donné suite de maintenir qu'après enquête faite par le service de contrôle, afin d'éviter le retour des abus qui ont pu se produire dans le passé.

Pour la main-d'œuvre non qualifiée, il a été dit que les patrons doivent être tenus en compte, en attendant qu'elles soient entièrement supprimées. Il n'y est donné suite de maintenir qu'après enquête faite par le service de contrôle, afin d'éviter le retour des abus qui ont pu se produire dans le passé.

Le Congrès politique sicilien Rome, 18 Novembre.

Le prochain Congrès politique sicilien, qui se réunira à Palermo, suivra par un discours de M. Salandra, garde des Sceaux. Il s'annonce comme une manifestation importante. M. Salandra, président du Conseil, y assistera et fera de nombreuses déclarations et décrets ont donné leur adhésion.

Sur Mer Un torpilleur allemand viole la neutralité suédoise Copenhague, 18 Novembre.

On lit dans le Skaanske Aftonbladet de Malmö :

Mardi matin, le torpilleur suédois Pollux quitta Malmö pour escorter le vapeur britannique Thelma, qui avait séjourné pendant la guerre à Trélliebrog, allié à Göteborg. Le Thelma conduit par un pilote suédois battait pavillon britannique. Les autorités suédoises avaient envoyé le Pollux pour escorter afin d'éviter tous incidents désagréables. Le Thelma et le Pollux se rencontrèrent dans les eaux suédoises près d'un champ de mines allemandes dans le Sund et continuèrent leur route à une vitesse de six nœuds.

Entre Barseback et Landskrona, le torpilleur allemand W-192 s'approcha à une vitesse de 25 nœuds et signala à l'atterrir immédiatement on le tira. Le W-192 était alors à 100 mètres du Pollux qui était lui-même à 100 mètres du Thelma. Le commandant du Pollux ordonna à son équipage de tenir les canons prêts à toute éventualité. L'équipage allemand était également prêt et le commandant allemand signala au Thelma de jeter l'ancre, mais l'ordre ne fut pas exécuté parce que le Pollux avait donné l'ordre contraire.

de M. Denys Cochin a pour objet de faire comprendre au roi de Grèce qu'une flotte franco-anglaise a été rassemblée à Mété pour lui faire éventuellement payer cher toute démarche hostile.

Il faut que la Grèce choisisse Londres, 18 Novembre. Le Daily Chronicle, commentant l'attitude de la Grèce, écrit :

Il est absurde de dire que nous n'avons pas motif de nous plaindre si le roi Constantin abrège le régime constitutionnel ainsi qu'il l'a déjà fait en réalité, et s'il se produit, grâce à lui, une usurpation de la part de la Couronne au profit de nos ennemis.

La création de ce service complexe, qui utilise la voie fluviale, prouve que la réparation de la voie ferrée Nic-Pirou, vers Belgrade, d'une part, et vers Sofia, de l'autre, présente de grandes difficultés.

En Roumanie Les navires roumains ne peuvent naviguer dans le Danube autrichien Milan, 18 Novembre.

On dément de source autorisée que le gouvernement hongrois ait permis aux navires roumains transportant des céréales de remonter le Danube jusqu'à Budapest. Aux navires roumains, il est toujours défendu, en effet, d'entrer dans les eaux hongroises.

Ce décret signifierait-il une prochaine intervention ? Paris, 18 Novembre.

Un de nos confrères reproduit une dépêche de Bucarest annonçant qu'un décret autorise le ministre de la Guerre à requérir immédiatement tous les objets et matières nécessaires aux usages militaires.

Les fortifications à la frontière bulgare Paris, 18 Novembre.

On lit dans la Gazette de Voss : Des voyageurs arrivés de Roumanie à Sofia déclarent qu'entre Predeal et Sinaia, les autorités roumaines font baisser les rideaux des wagons pour empêcher les voyageurs de voir les nouvelles fortifications construites récemment à la frontière bulgare.

La coopération italienne Par Salonique ou par l'Albanie ? Rome, 18 Novembre.

On croit pouvoir assurer que les milieux militaires italiens sont favorables à la coopération italienne à Salonique, les difficultés d'une expédition en Albanie semblant trop considérables pour le résultat à attendre.

Les dépêches politiques, au contraire, voudraient que l'Italie allât rejoindre les troupes serbo-alliées à travers l'Albanie.

Important Conseil des ministres à Rome Milan, 18 Novembre.

Suivant des informations reçues tel, le Conseil des ministres qui s'est tenu mardi à Rome, a eu une grande importance au sujet de la situation internationale et des événements d'Orient.

On croit pouvoir affirmer que les ministères ont fixé, hier, les détails de l'action que l'Italie entreprendra selon des plans depuis longtemps établis, et pourra même donner des précisions à ce sujet, si la divulgation des mesures militaires n'était défendue à juste titre.

L'embarquement du corps expéditionnaire Londres, 18 Novembre.

Dans les milieux les mieux informés, on considère comme imminent l'embarquement de troupes italiennes destinées à intervenir dans les Balkans.

L'importance de ce corps expéditionnaire est proportionnée aux buts que l'Italie se propose et qu'elle est résolue à réaliser.

L'intervention de la Russie La Russie respectera la neutralité roumaine Rome, 18 Novembre.

Le Secolo se fait l'écho d'une information de l'Indépendance Roumaine, journal gouvernemental, d'après laquelle M. Sazonov a déclaré au ministre de Roumanie à Pétroude, que le gouvernement russe n'engagera jamais la possibilité, pour l'armée russe, de traverser la plus petite partie du territoire roumain sans le consentement de la Roumanie. Cette déclaration produisit à Bucarest une excellente impression.

L'attitude de la Grèce Le voyage de M. Denys Cochin La visite au roi et à la reine Athènes, 18 Novembre.

Après sa visite au président du Conseil, M. Denys Cochin, ministre d'Etat français, est allé se faire inscrire au palais royal, puis il est allé déposer sa carte de visite au président du Conseil. A 3 heures de l'après-midi, il s'est rendu chez M. Venizelos, avec lequel il s'est entretenu pendant plus d'une heure. M. Denys Cochin continuera à recevoir pendant son passage de nombreuses multiples de la sympathie la plus vive.

Le ministre français sera reçu jeudi matin, à 10 heures, par le roi et la reine. Le premier séjour de M. Denys Cochin à Athènes sera de courte durée ; il est probable qu'il partira jeudi soir ou vendredi pour Salonique ; mais, dans quelques jours, il sera de retour à Athènes.

La réception que la municipalité d'Athènes prépare en son honneur n'aura lieu qu'après le retour de Salonique de M. Denys Cochin.

A Salonique Athènes, 18 Novembre.

M. Denys Cochin partira probablement jeudi soir pour Salonique où il aura un entretien avec le général Sarraïl au sujet de la situation balkanique et envisagera aussi diverses questions se rattachant aux opérations militaires en Serbie. M. Denys Cochin a fait dans la matinée une visite à M. Skouliotis.

L'opinion de la presse grecque Athènes, 18 Novembre.

Tous les journaux de tous les partis publient des articles enthousiastes à l'occasion de l'arrivée de M. Denys Cochin en Grèce. Le Nea Himeria, organe gouvernemental, dit à ce sujet :

« La réception sincère et enthousiaste que la population de la capitale grecque a faite au ministre philhellène de la noble et chevaleresque France, si aimée en Grèce, répond entièrement aux sentiments de tout philhellénisme de tous les cœurs hellènes. Pendant les quelques jours que M. Denys Cochin passera au milieu de nous, il aura l'occasion d'apprécier encore davantage non seulement combien est grande l'affection du peuple grec pour lui, mais aussi combien profondément enracinés sont dans l'âme grecque l'amour et la reconnaissance de notre pays pour sa grande patrie. »

L'opinion en Allemagne Paris, 18 Novembre.

Le Lokal Anzeiger admet que la mission

Au Sud, les divisions bulgares qui ont tourné le col de Babouna ont occupé Pripet et marchent sur Monastir. Des nouvelles privées avaient annoncé l'occupation de Monastir par l'ennemi. Cette nouvelle n'est nullement confirmée.

Les envahisseurs ne peuvent réparer la voie ferrée Paris, 18 Novembre.

On annonce de Sofia la mise en marche, le soir, du premier train rapide Sofia-Lombardia, en correspondance à cette dernière ville avec le vapeur qui remonte le Danube jusqu'à Orsova.

L'Action des Alliés Les troupes anglaises partent pour Monastir Athènes, 18 Novembre.

Les troupes anglaises avec une excellente artillerie ont quitté hier Salonique pour Monastir.

La flotte des alliés concentrée à Salonique Londres, 18 Novembre.

Une puissante escadre de navires anglais, français, italiens et russes est réunie dans le port de Salonique. D'autres unités sont attendues.

L'importance de l'arrivée de nouveaux renforts alliés Paris, 18 Novembre.

Le major Morahit écrit dans le Berliner Tageblatt :

« L'arrivée de nouveaux renforts alliés dans la partie sud de la Grèce traiterait une grande importance pour la campagne bulgare. La Bulgarie devrait alors employer en Serbie les réserves qu'elle pensait mettre à la disposition de l'Allemagne pour combattre les Russes. »

La mission de lord Kitchener Athènes, 18 Novembre.

Les journaux d'Athènes disent que lord Kitchener, après avoir séjourné quarante-huit heures à Moudros, est parti pour le théâtre de la guerre à Gallipoli.

La Coopération italienne Par Salonique ou par l'Albanie ? Rome, 18 Novembre.

On croit pouvoir assurer que les milieux militaires italiens sont favorables à la coopération italienne à Salonique, les difficultés d'une expédition en Albanie semblant trop considérables pour le résultat à attendre.

Les dépêches politiques, au contraire, voudraient que l'Italie allât rejoindre les troupes serbo-alliées à travers l'Albanie.

Important Conseil des ministres à Rome Milan, 18 Novembre.

Suivant des informations reçues tel, le Conseil des ministres qui s'est tenu mardi à Rome, a eu une grande importance au sujet de la situation internationale et des événements d'Orient.

On croit pouvoir affirmer que les ministères ont fixé, hier, les détails de l'action que l'Italie entreprendra selon des plans depuis longtemps établis, et pourra même donner des précisions à ce sujet, si la divulgation des mesures militaires n'était défendue à juste titre.

L'embarquement du corps expéditionnaire Londres, 18 Novembre.

Dans les milieux les mieux informés, on considère comme imminent l'embarquement de troupes italiennes destinées à intervenir dans les Balkans.

L'importance de ce corps expéditionnaire est proportionnée aux buts que l'Italie se propose et qu'elle est résolue à réaliser.

L'intervention de la Russie La Russie respectera la neutralité roumaine Rome, 18 Novembre.

Le Secolo se fait l'écho d'une information de l'Indépendance Roumaine, journal gouvernemental, d'après laquelle M. Sazonov a déclaré au ministre de Roumanie à Pétroude, que le gouvernement russe n'engagera jamais la possibilité, pour l'armée russe, de traverser la plus petite partie du territoire roumain sans le consentement de la Roumanie. Cette déclaration produisit à Bucarest une excellente impression.

L'attitude de la Grèce Le voyage de M. Denys Cochin La visite au roi et à la reine Athènes, 18 Novembre.

Après sa visite au président du Conseil, M. Denys Cochin, ministre d'Etat français, est allé se faire inscrire au palais royal, puis il est allé déposer sa carte de visite au président du Conseil. A 3 heures de l'après-midi, il s'est rendu chez M. Venizelos, avec lequel il s'est entretenu pendant plus d'une heure. M. Denys Cochin continuera à recevoir pendant son passage de nombreuses multiples de la sympathie la plus vive.

Le ministre français sera reçu jeudi matin, à 10 heures, par le roi et la reine. Le premier séjour de M. Denys Cochin à Athènes sera de courte durée ; il est probable qu'il partira jeudi soir ou vendredi pour Salonique ; mais, dans quelques jours, il sera de retour à Athènes.

La réception que la municipalité d'Athènes prépare en son honneur n'aura lieu qu'après le retour de Salonique de M. Denys Cochin.

A Salonique Athènes, 18 Novembre.

M. Denys Cochin partira probablement jeudi soir pour Salonique où il aura un entretien avec le général Sarraïl au sujet de la situation balkanique et envisagera aussi diverses questions se rattachant aux opérations militaires en Serbie. M. Denys Cochin a fait dans la matinée une visite à M. Skouliotis.

L'opinion de



